

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

En complément, je propose plus d'embauches et une réorganisation de l'administration fiscale, ainsi que de nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés et leurs représentants dans les instances représentatives du personnel.

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

En complément, je propose la baisse de la TVA la diminution de la CSG au profit d'un rééquilibrage vers l'impôt sur le revenu plus progressif. Suppression du CICE remise à plat du CIR et suppression progressive des exonérations de cotisations sociales -

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : En complément, je propose un changement dans l'affectation du Crédit qui doit aller à la création de richesses réelles (valeur ajoutée) dans les territoires, au développement de l'emploi et des Services Publics - Nationalisation de certaines banques avec une démocratisation dans leur gestion par de nouveaux droits de habitants, usagers, salariés.	

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="checkbox"/>
Commentaires : Le charbon ne représente que 5% de la production de l'électricité en FRANCE. Nous défendons un mix énergétique dans lequel différents modes de production sont nécessaires (production au long cours, moyens de faire face aux pics de consommation...) Nécessité de définir une stratégie en matière énergétique pour les 50 prochaines années afin de lutter contre la précarité énergétique et de faire face à l'augmentation de la demande (véhicules électriques...). Réaffirmer d'une source Public de l'Énergie, développer de la recherche...	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Avec l'accord de l'Accord de Paris, la France a plus favorisé les actions d'adaptation que celles d'atténuation. Il y a un écart important entre les intentions et les actes pour freiner le réchauffement climatique de façon méthodique des transports de marchandises par rail. Au plan national le fret modal de transport de marchandises par rail est inférieur à 10% (3% en Ile de France).	

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : nous portons au niveau européen une ambition agricole appelée BAPPE (politique agricole et alimentaire européenne). Pour garantir une alimentation de qualité, nous menons des batailles au travers des marchés solidaires et l'installation à Paris de Halls alimentaires (circuits courts alimentaires durables). Nous remercions le paysan et engage la transition écologique est notamment l'Agriculture paysanne.	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : La directive de DUBLIN doit être revue de fond en comble. L'accord entre l'UE et la TURQUIE doit être révisé en cause. La politique actuelle en matière d'immigration et plus que jamais repensée. Besoin fondamental de la politique du droit d'asile et d'engager la régularisation des sans papiers. Les droits de l'enfant (NIE) doivent être respectés et les situations de vulnérabilité mieux considérées.	

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : L'Europe continent vieillissant, a besoin de migrants. Il faut donc que les migrants puissent circuler librement. Le droit de migrer est essentiel dans un monde interdépendant.	

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires: L'Etat doit encadrer le sous-traitance par la loi, donner de nouveaux pouvoirs en la matière aux Comités d'entreprise et aux DP. Une approche européenne est également nécessaire. La politique d'aide publique, de marchés et de contrats publics doit être soumise à des critères précis concernant l'emploi, les conditions sociales... Avec notre proposition de loi dite de la sécurisation de l'emploi et de la formation on ne nous donne pas de moyens pour lutter contre le dumping social et le travail illégal.	

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

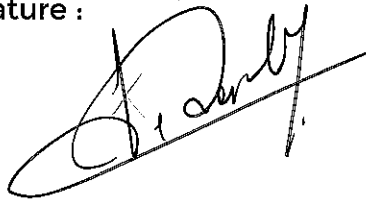
JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires: en complément je propose: <ul style="list-style-type: none"><li>• Un salaire minimum dans chaque pays européen.</li><li>• Une ré-négociation des traités commerciaux.</li><li>• La création d'un Fonds Européen de Développement des Pays Publics.</li><li>• refus du TAFTA, du CETA et du TISA.</li><li>• création d'un corps spécifique de l'OIT de diriger la lutte contre l'évasion fiscale internationale.</li></ul>	

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires : Je suis d'accord avec d'autres que la Constitution Française garantit l'égalité et non pas seulement qu'elle la favorise. Autonomie financière des femmes, égalité professionnelle, égalité salariale sont nécessaires. Nous portons aussi la nécessité d'une maternité choisie et de développement d'un libre accès à la contraception et à l'IVG. Nous sommes favorables à la PMA et opposés à la GPA. Nous luttons contre les violences faites aux femmes et nous revendiquons l'installation dans chaque département d'un observatoire. Nous sommes favorables à une loi antistérilisation.</p>	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : LE RESTE	Date : 31 Mai 2017
Prénom : Jérôme	Signature : 
Département : PARIS (5 <sup>e</sup> circonscription)	



